

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Liban Géopolitique et stratégie

N° 157 du 05.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire :

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 [Abou Reem. : Des jeunes veulent «faire tomber le régime confessionnel».](#)

1-2 Kathleen Christison : Au Moyen-Orient les Etats-Unis sont au service d'Israël.

1-3 New Orient News : Les révolutions arabes contre Israël et les Etats-Unis.

1-4 Victoire au Caire et célébrations à Téhéran.

2 Annexe

2-1 Poursuites politiques à l'encontre du Réseau Voltaire

2-2 [Jacques Vergès réclame la libération de Georges Ibrahim Abdallah.](#)

1

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

1-1 [Abou Reem. : Des jeunes veulent «faire tomber le régime confessionnel».](#)

Le système libanais se distingue de la plupart des régimes de la région par un partage du pouvoir basé sur des quotas communautaires et d'une tradition de «démocratie consensuelle».

Dans le sillage du vent de révolte qui souffle sur le monde arabe, des milliers de jeunes Libanais appellent sur Facebook à «faire tomber le régime confessionnel» de leur pays multicommunautaire. Un combat au pire improbable, au mieux de longue haleine, estiment des experts. Reprenant à leur compte les slogans scandés en Tunisie et en Egypte, plusieurs pages intitulées «Le peuple libanais veut faire tomber le système confessionnel», ou encore «Journée de la colère contre le confessionnalisme, la corruption et la pauvreté» ont récemment fait leur apparition sur le site. «Jeunes du Liban, soulevons-nous contre l'oppression de ce régime», écrit Mahmoud al Khatib sur la page <http://www.facebook.com/f!/lebrevolution>, qui compte jusqu'à présent plus de 9700 «amis». Mais ces mêmes jeunes, et des observateurs, sont convaincus que la particularité du système libanais rend plus difficile une réplique pure et simple des révoltes arabes. «Les Libanais se vantent tout le temps de leur liberté et démocratie face aux pays arabes», affirme Hassan Chouman, informaticien de 24 ans, un sympathisant de ces pages. «Mais chez eux, il y a un seul dictateur, ici, nous en avons au moins sept ou huit», ironise-t-il, en référence aux leaders politiques représentant chacune des 18 communautés musulmanes et chrétiennes du pays. Le système libanais se distingue de la plupart des régimes de la région par un partage du pouvoir basé sur des quotas communautaires et d'une tradition de «démocratie consensuelle».

Depuis l'indépendance en 1943, il garantit une parité entre musulmans et chrétiens minoritaires dans la région. Il est toutefois accusé, depuis des décennies, de tous les maux: corruption, gaspillage, clientélisme, guerre civile destructrice (1975-1990) et crises à répétition. «Au Liban, la compétence ne compte pas. Chaque leader d'une communauté nommé à des postes sa «clique», ce qui pourrait notre administration publique», affirme Georges al-Azzi, professeur de sciences politiques à l'Université libanaise. Abolir ce système où tout le monde veut sa part du gâteau «est beaucoup plus difficile que de faire tomber un dictateur», dit-il. «Ici, si vous manifestez dans la rue, vous dirigez ça contre qui? Quelle institution? Quel groupe? Il n'y a rien de palpable». Selon lui, même des dirigeants soit-disant laïques sont obligés d'intégrer le système pour «survivre politiquement». Sur Facebook, certains écrivent même que «ce mouvement est voué à l'échec, à moins que chaque confession ne fasse tomber son propre leader». Mais pour d'autres, les soulèvements arabes sont venus éveiller un ancien rêve, malgré les profondes divisions entre coalition pro-occidentale et bloc mené par le Hezbollah pro-iranien et alors que toute revendication sociale est immédiatement politisée. «La leçon à tirer des révolutions d'Egypte et de Tunisie, c'est qu'il faut mettre de côté les différends en vue d'un même objectif», soutient Abou Reem, 39 ans, administrateur de la page «Le peuple libanais veut faire tomber le système confessionnel». Une réunion se tiendra en mars lorsque le nombre dépassera le cap des 10.000 sympathisants. Pour Antoine Messarra, membre du Conseil constitutionnel, «il faut commencer par respecter les règles de droit en promouvant les compétences», «une éducation et une culture non confessionnelle» et une «meilleure relation Etat-citoyens». Jusqu'à présent, les initiatives luttant contre le confessionnalisme, comme l'élection d'une partie des députés sur base non religieuse ou l'instauration du mariage civil (reconnu mais, qui ne peut être célébré au Liban), sont restées lettre morte. Mais «rien n'est impossible, même si la route est longue», estime Abou Reem.

23/02

<http://www.lexpressiondz.com/article/5/2011-02-23/86435.html>

1-2 Kathleen Christison : Au Moyen-Orient les Etats-Unis sont au service d'Israël.

Il y a une dizaine de jours j'ai eu une conversation particulièrement intéressante au sujet d'Israël, de son rôle dans la politique des USA au Moyen Orient et des événements qui se déroulent en ce moment là-bas en Egypte et dans tout le monde arabe.

Obama - potiche de service faisant ici acte d'allégeance à l'AIPAC - a toujours eu à cœur de continuer et voir de renforcer la politique américaine de soutien inconditionnel à l'état raciste et colonialiste israélien. Mon interlocuteur est un des commentateurs les plus fins des médias alternatifs sur la politique des USA notamment, mais pour lui il est clair qu'Israël n'a pas une influence notable sur ce que les USA font dans la région.

Moi je crois qu'il souffre d'une sorte d'aveuglement en ce qui concerne Israël, ce qui n'est pas rare chez les penseurs progressistes. Mais peut-être que les récents développements qui secouent la région lui ouvriront finalement les yeux et ceux de tous ceux qui minimisent le rôle central d'Israël dans la politique des USA.

Les récents événements en Egypte, la révélation des câbles du département d'état par Wikileaks et les documents palestiniens révélés par Al-Jazeera sur les pourparlers de paix israélo-palestiniens montrent, comme aucune autre série d'événements n'aurait sans doute pu le faire, que les USA font ce qu'ils font au Moyen Orient en grande partie à cause d'Israël - dans le but de protéger et défendre Israël contre ses voisins arabes qui ne sont pas d'accord avec le traitement qu'Israël inflige aux palestiniens sous son contrôle, contre les Musulmans qui ont des griefs similaires, contre ceux qui critiquent les exploits militaires d'Israël aux dépens des états voisins, contre la colère d'autres états qu'Israël menace encore, contre les gouvernements de la région qui remettent en question le monopole nucléaire d'Israël ou qui tentent de développer leurs propres arsenaux pour se défendre contre Israël.

Il est instructif de se rappeler que l'Egypte revêt tant d'importance pour les USA presque uniquement parce qu'elle a signé un traité de paix avec Israël en 1979 et qu'elle a aidé à garantir la sécurité d'Israël

en gardant sa frontière ouest, en l'assistant dans ses attaques contre d'autres pays arabes, en fermant les tunnels de Gaza qui permettaient au Hamas de se procurer des armes de contrebande et à la population de s'approvisionner en nourriture et autres produits de première nécessité, ce qui a eu pour effet de saper l'autorité du Hamas à Gaza. Les USA considèrent aussi l'Égypte comme un maillon essentiel de sa "guerre contre le terrorisme" et de sa guerre contre l'islamisme radical ; cette collaboration contre le terrorisme est elle aussi étroitement liée aux intérêts sécuritaires d'Israël.

L'Égypte est bien sûr une puissance régionale en elle-même. Sa taille et sa situation stratégique lui assurent une influence durable et considérable dans l'évolution politique du Moyen Orient et elle a longtemps été au coeur de la culture arabe même sans le soutien étasunien.

Les trois dernières semaines de lutte pour la démocratie de son peuple ont rehaussé son importance en captivant l'attention des peuples de la terre entière (à l'exception de beaucoup de monde, peut-être même la majorité, en Israël et à l'exception des irréductibles droitistes des USA, dont les supporters étasuniens d'Israël).

Mais la réalité profonde est que les USA n'auraient pas eu une collaboration militaire, politique et économique aussi importante avec l'Égypte au cours de plus de trente ans si l'Égypte n'avait pas été l'amie d'Israël et si, selon les termes de l'expert du Moyen Orient Rashid Khalidi, l'Égypte n'avait pas accepté "l'hégémonie régionale d'Israël." L'aide militaire annuelle de 1,5 milliard de dollars et l'assistance au développement et à l'économie de 28 milliards n'auraient jamais été octroyées à l'Égypte ces 35 dernières années si le prédécesseur de Mubarak, Anwar Sadat, n'avait pas littéralement quémandé et finalement signé un traité de paix avec Israël qui libérait Israël de la menace que représentait l'Égypte en tant que force militaire arabe principale, en abandonnant les Palestiniens et d'autres pays arabes à leur sort.

L'Égypte étant devenue davantage une aide qu'un danger, Israël s'est senti libre d'attaquer plusieurs de ses voisins, y compris le Liban deux fois, et Gaza et la Cisjordanie quantités de fois, et libre aussi d'étendre ses colonies en absorbant le territoire palestinien et en opprimant cruellement les Palestiniens sans crainte de représailles ni même de contestation sérieuse de la part d'une quelconque armée arabe. Le commentateur israélien Aluf Benn a fait remarquer qu'en plus, avec Mubarak au pouvoir, le flan ouest d'Israël était protégé au cas où ils auraient voulu attaquer l'Iran mais maintenant les Israéliens n'oseront plus attaquer l'Iran parce qu'ils ne peuvent plus être sûrs que l'Égypte "approuvera tacitement toutes leurs actions." Qui que ce soit qui remplace Mubarak serait désormais, selon lui, trop inquiet d'encourir la colère du peuple s'il collaborait avec Israël : "Sans Mubarak Israël ne peut pas attaquer l'Iran."

Pour Israël et donc pour les USA, les milliards de dollars d'investissements étasuniens ont vraiment valu la peine. La perte de la "stabilité" que l'Égypte garantissait - c'est à dire la perte de la garantie qu'avait Israël que son statut de pouvoir dominant de la région ne serait pas contesté- a changé la donne en ce qui concerne les calculs stratégiques d'Israël et des USA dans la région.

Avant le traité de paix israélo-égyptien, les USA n'avaient jamais tout à fait considéré l'Égypte comme l'atout stratégique qu'il est devenu après avoir subordonné ses capacités militaires aux intérêts d'Israël. On peut dire la même chose des relations des USA avec plusieurs autres pays arabes. Les interventions des USA au Liban -y compris ses efforts pour libérer le Liban de la domination syrienne- ont été presque entièrement liées aux intérêts d'Israël au Liban.

L'échec de l'invasion par Israël en 1982 a encore des répercussions : suite à l'invasion, les USA ont envoyé un contingent de Marines qui s'est engagé dans des combats directs avec les factions libanaises, entraînant le bombardement dévastateur des quartiers généraux des Marines qui a causé la mort de 241 membres du personnel en 1983 ; l'essor du Hizbullah qui représentait la population shiite assiégée du sud du Liban est la conséquence directe de l'invasion israélienne ; la série de kidnappings de membres du personnel étasunien par le Hizbullah dans les années 1980 a pour origine l'hostilité provoquée par le soutien des USA à Israël.

Lorsque Israël a quitté le sud du Liban après 20 ans d'occupation, il laissait derrière lui un Hizbullah renforcé ; Le conflit continu le long de la frontière avec le Liban a culminé dans une attaque brutale du Liban par Israël pendant l'été 2006, attaque qui n'a pas réussi à venir à bout de l'organisation islamique ni à diminuer sa popularité ; c'est pourquoi les USA s'efforcent depuis des années de saper le Hizbullah essentiellement pour que le Liban ne cause pas d'ennuis à Israël.

La Jordanie est un allié mineur des USA depuis des dizaines d'années, mais le traité de paix qu'il a conclu avec Israël en 1994 a augmenté son crédit auprès des USA et le pays a obtenu une aide économique et militaire supplémentaire sur la frontière est qui le relie à Israël. Le département d'état des USA fait, dans son analyse, un lien plus ou moins directe entre les raisons de ses bonnes relations avec la Jordanie et Israël sans toutefois mentionner Israël : "La politique des USA est de renforcer l'engagement de la Jordanie en faveur de la paix, la stabilité et la modération. Le processus de paix et la lutte de la Jordanie contre le terrorisme vont dans le même sens que nous et confortent indirectement des intérêts étasuniens plus larges. C'est pourquoi, par le biais d'aides économiques et militaires et d'une collaboration politique étroite, les USA ont aidé la Jordanie à maintenir la paix et la prospérité." L'allusion au fait de "renforcer" l'engagement de la Jordanie en faveur de "la paix, la stabilité et la modération" et de maintenir "la stabilité et la prospérité" sont des références évidentes au désir de maintenir le calme dans cette région et notamment sur la frontière avec Israël.

Tout aussi clairement : "confortent indirectement des intérêts étasuniens plus larges" fait référence à l'engagement étasunien de protéger les intérêts sécuritaires d'Israël. "Modération" dans le jargon du département d'état est le code qui désigne une orientation pro-israélienne ; et "stabilité" est le code pour un environnement sûr qui bénéficie avant tout à Israël.

On peut dire sans risque d'erreur que ni le Liban ni la Jordanie n'auraient autant d'importance pour les USA si ces derniers ne considéraient pas comme nécessaire de maintenir la stabilité et le calme dans ces pays limitrophes pour la sécurité d'Israël. On ne peut pas dire la même chose de l'Arabie Saoudite, où les USA ont des intérêts pétroliers vitaux qui n'ont rien à voir avec Israël.

Mais il n'en reste pas moins vrai que les USA ont réussi à endiguer toute velléité saoudienne de défendre les Palestiniens ou n'importe quelle autre communauté arabe assiégée par les Israéliens, et les ont convaincus de s'aligner au moins implicitement sur Israël dans la plupart des cas, comme pendant l'attaque du Liban en 2006 ou pendant l'assaut contre Gaza de 2008-2009, ou en ce qui concerne la menace supposée que représente l'Iran. Le temps où les Saoudiens en voulaient assez aux USA de leur soutien à Israël pour déclarer un embargo pétrolier comme en 1973, est depuis longtemps révolu. La récente publication de câbles du département d'état par Wikileaks, et surtout la révélation par Al-Jazeera d'un document de travail palestinien traitant des négociations des dix dernières années, jettent une lumière étonnante sur le mal que se donnent et que se sont toujours donnés les USA pour aider Israël dans ses négociations avec les Palestiniens. Le soutien des USA à Israël n'a jamais été un secret, mais le document qui a fuité éclaire d'une manière dramatique le mépris total des USA pour les demandes palestiniennes et son impuissance absolue à obtenir d'Israël la moindre concession.

Il est frappant de constater quand on lit ces documents que le positionnement des USA comme "avocat d'Israël" - selon l'expression de Aaron David Miller suite à sa participation aux négociations à l'époque de Bill Clinton- est le même pour toutes les administrations étasuniennes que ce soit celle de Bill Clinton, de George W. Bush ou de Barak Obama. Les intérêts et les exigences d'Israël triomphent toujours.

Au delà du monde arabe, la politique des USA sur l'Iran est dictée plus ou moins complètement par Israël. Israël et ses supporters aux USA sont entièrement à l'origine de la pression pour attaquer l'Iran - soit par une attaque étasunienne ou une attaque israélienne soutenue par les USA- qui s'est exercée pendant la plus longue partie des huit années de la guerre d'Irak.

Cette pression s'exerce au grand jour et on ne peut pas la nier. Si les USA se retrouvent mêlés directement ou par le biais de leur soutien à Israël à une attaque militaire contre l'Iran, ce sera parce que Israël voulait qu'il en soit ainsi ; s'il n'y a pas d'attaque, ce sera probablement, comme Aluf Benn, l'a noté, que l'enthousiasme d'Israël se sera refroidi à la suite de la révolution égyptienne.

Israël et son désir de maintenir son hégémonie régionale a aussi joué un rôle substantiel dans la déclaration de guerre des USA à l'Irak bien que cette façon de voir soit contestée à la fois par les progressistes et les conservateurs ; pour les uns comme pour les autres c'est même la chose la plus difficile à admettre dans tout ce qui concerne les relations entre les USA, Israël et les arabes.

Mon interlocuteur progressiste, par exemple -qui est profondément opposé à l'aventure des USA en Irak, qui s'oppose avec la même force à toute éventualité d'une attaque de l'Iran et qui s'est senti embarrassé sans nul doute par les fluctuations des USA à propos du départ de Mubarak— est en désaccord complet avec ma suggestion qu'Israël et ses supporters néo-conservateurs aient joué un rôle dans la déclaration de guerre des USA à l'Irak. Plus tôt dans la discussion, il avait parlé longuement des néo-conservateurs,

de leur ancien think tank, "Le Projet pour l'Amérique du nouveau siècle" (PNAC), et de la volonté tenace du tandem néo-conservateurs-PNAC de faire progresser l'hégémonie étasunienne dans le monde, et il avait souligné que, George W. Bush en arrivant au pouvoir, avait intégré tout le *think tank* dans son administration.

Mais bien qu'il soit conscient des objectifs des néo-conservateurs et ait constaté qu'ils réussissaient à les atteindre, il ne voulait pas admettre que le PNAC et les néo-conservateurs désiraient tout autant développer l'hégémonie régionale d'Israël que l'impérialisme étasunien.

Quand d'un autre côté je lui ai fait remarquer que Bush n'avait pas seulement intégré tout le *think tank* à l'administration, il avait aussi promu le lobby israélien, ou du moins sa branche la plus active, aux plus hauts échelons des cercles de décision de l'administration, mon ami est tombé d'accord avec moi : "Oh bien sûr, s'est-il exclamé avec vigueur, ils -c'est à dire les néo-conservateurs- sont tous des membres du Likud." (Le parti de droite israélien NdT).

Il y a une sorte de contradiction ici qu'il ne semble pas remarquer : bien qu'il reconnaisse que les néo-conservateurs soient très proches d'Israël, il ne veut pas admettre qu'ils exercent la moindre influence en termes politiques en faveur d'Israël. Comme s'ils avaient renoncé à leurs sympathies pro-israéliennes à la porte de la Maison Blanche et du Pentagone quand ils sont devenus officiellement des décideurs politiques. Comme s'ils avaient oublié leur long passé en tant qu'avocat d'Israël et les instructions politiques que les leaders israéliens avaient données à beaucoup d'entre eux - instructions qui comprenaient même une recommandation écrite par le gouvernement israélien en 1996 de déclarer la guerre à l'Iraq.

Cela fait des années, pour ne pas dire des dizaines d'années, que la plupart des analystes sont conscients du parti pris des USA en faveur d'Israël, mais cette évidence n'a jamais été aussi flagrante que depuis les nouveaux développements qui ont mis à nu cette relation et le fait qu'Israël est au centre de pratiquement chaque mouvement des USA dans la région. Ça a longtemps été un tabou de parler de ça, un tabou qui a lié les langues de personnes comme mes interlocuteurs.

Personne n'ose mentionner Israël de peur d'être taxé d'antisémitisme, ou d'être accusé de réserver toutes ses critiques "exclusivement" à Israël ; les médias évitent de parler d'Israël et de ce qu'Israël fait au Moyen Orient et plus spécifiquement aux Palestiniens qui vivent sous son contrôle parce qu'ils ont peur que leur directeur ne reçoive des lettres furieuses et que les supporters d'Israël n'annulent leurs abonnements.

Les membres du Congrès ne veulent pas mettre en danger leurs campagnes de fonds en parlant honnêtement à Israël. Et c'est ainsi qu'Israël a disparu des écrans radars. Il arrive aux progressistes de "mentionner Israël en passant", comme me l'a dit mon ami, mais rien de plus. Et donc, parce que personne n'en parle, il ne vient plus à l'idée de personne qu'Israël puisse être la cause première de tant de décisions et d'actions politiques étasuniennes au Moyen Orient.

Il est temps que nous nous en rendions compte. Tout le monde qu'au Moyen Orient s'en est déjà rendu compte comme la révolution égyptienne l'a mis en lumière. Et il est probable que le monde entier s'en soit aussi rendu compte. Nous devrions nous mettre à écouter les peuples du monde, au lieu de leurs leaders qui nous disent ce que nous voulons entendre.

Kathleen Christison – CounterPunch

19 février

* Kathleen Christison est une ancienne analyste politique de la CIA et l'auteur de plusieurs livres sur la question palestinienne, y compris *Palestine in Pieces*, écrit avec son mari aujourd'hui décédé Bill Christison.

On peut la joindre à : kb.christison@earthlink.net.

16 février 2011

Traduction : Dominique Muselet

CounterPunch –

Vous pouvez consulter cet article à : [\[->http://www.counterpunch.org/c...](http://www.counterpunch.org/c...)

1-3 New Orient News : Les révolutions arabes contre Israël et les Etats-Unis.
Les dossiers

- Israël et l'impasse des Etats-Unis /

- Les pires cauchemars d'Israël /
- Hassan Nasrallah appelle la Résistance à se préparer à libérer la Galilée et à venger Imad Moughnié - Michel Aoun met en cause la neutralité du président Sleimane /
- Saad Hariri est lâché par l'Arabie saoudite /
- Les régimes arabes « modérés » se protègent grâce aux divisions sectaires et tribales /

La révolution s'étend.

La tendance générale

Israël et l'impasse des Etats-Unis

Les Etats-Unis et les Européens ont lancé une intense campagne de relations publiques et une série de conférences sur la démocratie à l'adresse de l'opinion publique arabe dans le but d'améliorer leur image après les révolutions tunisienne et égyptienne qui ont renversé deux de leurs principaux amis, Zine al-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, qui ont été pendant des décennies de fidèles serviteurs de Washington et d'Israël. Mais comble de l'ironie, dans le même temps, les Etats-Unis ont opposé leur veto au Conseil de sécurité à un projet de résolution condamnant la poursuite de la colonisation juive dans les territoires palestiniens. En parallèle à ce veto, le président Barack Obama lançait des menaces contre l'Autorité palestinienne si elle insistait à recourir au Conseil de sécurité pour obtenir une résolution dénonçant la colonisation ou réclamant la reconnaissance d'un Etat palestinien, en dépit des concessions illimitées présentées par l'Autorité palestinienne depuis les accords d'Oslo. Le fait que l'empereur de l'Amérique menace une Autorité faible, dont les Israéliens craignent l'évaporation après la chute de Hosni Moubarak, son principal soutien depuis des décennies, est regrettable. Barack Obama, président d'une grande puissance, montre ses muscles devant une Autorité qui craint d'être balayée par la colère populaire pour avoir, justement, appliqué à la lettre pendant des années les instructions des Etats-Unis et d'Israël, sous le parrainage du régime égyptien. Un régime dont les rescapés semblent incapables de s'opposer à la fibre révolutionnaire d'un peuple déterminé à empêcher toute tentative de réanimation de l'ancien système à travers un changement de visages. Par millions, les Egyptiens sont descendus dans la rue, vendredi 18 février, pour réaffirmer leurs revendications, et les principaux slogans scandés par la foule exigeaient la levée du blocus imposé à Gaza.

Tous ces développements montrent qu'Israël reste au cœur des stratégies états-uniennes et occidentales dans la région, Et à chaque fois qu'il est question de l'Etat hébreu, le double langage des Etats-Unis et de l'Europe apparaît au grand jour et il n'est plus question des discours tonitruants sur la démocratie et les droits de l'homme.

La peur pour Israël et la crainte pour le plan de judaïsation de Jérusalem et de la Cisjordanie d'une simple résolution au Conseil de sécurité, et l'utilisation d'une manière excessive des menaces, lèvent le voile sur la véritable politique des Etats-Unis et de l'Occident et font tomber tous les discours sur la prétendue légalité internationale.

Le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) est utilisé sous l'enseigne de ce slogan car il sert les intérêts d'Israël. Washington, qui tient les fils du TSL au Conseil de sécurité, bloque en revanche la mise en œuvre des résolutions 194, stipulant le retour des réfugiés palestiniens, 242 et 338, appelant au retrait israélien des territoires arabes occupés, ainsi que de nombreuses autres résolutions.

La rue arabe, qui s'est révoltée en Tunisie, en Egypte et dans de nombreux autres pays, adhère pleinement à la culture du refus de l'occupation israélienne de terres arabes depuis 60 ans. Elle adhère encore plus à la culture du soutien à la cause palestinienne. Tant que les Etats-Unis et l'Occident considéreront qu'Israël est la prune de leurs yeux qu'il faut protéger à tous prix, et que les pays arabes doivent se plier à cette volonté, toute révolte qui éclatera dans le monde arabe prendra pour cible l'influence politique occidentale. Et les peuples arabes exprimeront un fort soutien aux mouvements de résistance qui ont réussi à proposer un modèle convaincant, alors que des décennies de négociations n'ont rien apporté aux Palestiniens.

Les peuples arabes ont fait preuve d'un grand éveil et ne se laisseront pas amadouer par quelques déclarations de soutien au vent de démocratie qui souffle dans la région. Ils savent que les dictatures qui les ont opprimés pendant des générations étaient soutenues, nourries, armées et chouchoutées par l'Occident et étaient les gardiennes des intérêts d'Israël. Les peuples n'ont pas la mémoire courte et n'oublient rien ! Leur attachement à la cause de la Palestine n'en sera que plus fort

La tendance au Liban

Les pires cauchemars d'Israël

Les changements stratégiques intervenus dans la région provoquent sans doute les pires cauchemars d'Israël depuis sa création. Alors que le Premier ministre Benjamin Netanyahu savourait ses réalisations politiques après avoir imposé son agenda à l'Administration Obama et à la suite de la mise du Congrès sous la coupe du lobby sioniste, il se retrouve face à la victoire de la révolution égyptienne et de ses conséquences désastreuses sur l'Etat hébreu. Ce bouleversement stratégique est survenu à un moment où Israël n'avait pas encore digéré le changement de cap de la Turquie, l'ascension de la Syrie et de l'Iran en tant que puissances régionales, l'effondrement du gouvernement Hariri au Liban, et son incapacité à empêcher le réarmement du Hamas en dépit du blocus. Un blocus menacé lui aussi d'effondrement après que le peuple égyptien eut ajouté ce slogan à ses revendications. Une pression qui s'est traduite par le fait que le Conseil suprême militaire égyptien a autorisé deux bâtiments de guerre iraniens à traverser le canal de Suez pour se rendre en Syrie. Tous ces changements sont le fruit d'un long processus dont voici les étapes-clé :

1. Les victoires des résistances libanaise, en 2006, et palestinienne, en 2009, l'ascension de la Syrie et de l'Iran, l'échec US en Irak, sont autant d'événements qui ont provoqué des changements radicaux dans le contexte stratégique. Analystes et experts israéliens craignent que ces bouleversements ne constituent un danger pour l'existence même d'Israël, surtout que ces défaites et ces échecs ont eu lieu sous la protection de centaines de milliers de GI's déployés près des frontières syriennes et alors que les Etats-Unis et l'Occident exerçaient toutes sortes de pressions par le biais du Conseil de sécurité, avec la complicité et le soutien parfois direct des Arabes dits « modérés ». La plus grande source d'inquiétude d'Israël vient du fait que tous ses adversaires ont pu former un bloc régional homogène, qui a réussi à briser le blocus imposé aux mouvements de résistance et empêcher l'isolement de chacun des acteurs de ce bloc en prévision de leur liquidation. Les rapports israéliens font état d'une nette amélioration des capacités de dissuasion des mouvements de résistance à Gaza et au Liban en dépit du blocus maritime et terrestre imposé au territoire palestinien et des tentatives états-uniennes d'établir un étau sur le Liban depuis le vote de la résolution 1701. La détermination de la Syrie à poursuivre son soutien aux mouvements de résistance a joué un rôle décisif dans l'établissement des nouveaux rapports de force régionaux.

2. Il est clair que la victoire de la révolution égyptienne va jouer un rôle de premier plan dans la redéfinition d'un nouveau contexte régional. Les efforts états-uniens destinés à contourner les effets de la révolte des Egyptiens, au sujet notamment de ses implications sur le conflit israélo-arabe, ont échoué en raison de la détermination du peuple égyptien à voir son pays rejouer un rôle régional central.

3. Les rapports des centres de recherche et des stratèges israéliens envisagent l'éventuel effondrement de la monarchie hachémite en Jordanie et de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, suite à la révolution égyptienne. Si le changement en cours en Egypte constitue, aux yeux des Israéliens, un danger réel sur l'équilibre des forces instauré depuis les accords de Camp David, les menaces d'une guerre totale contre l'Iran, la Syrie, le Liban et Gaza tiennent de la plaisanterie. Israël n'a pas les moyens de sortir victorieux d'un tel conflit qui constituera un danger pour son existence et accélèrera le vent de révolte qui souffle sur les régimes arabes pro-US.

4. Lors de son dernier discours, le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a jeté de l'huile brûlante sur la tête des dirigeants israéliens en annonçant deux nouvelles décisions stratégiques :

- Riposter à l'assassinat du leader Imad Moughnié est une décision irrévocable qui sera exécutée au moment et à l'endroit choisis par la Résistance. Il a appelé les dirigeants et les généraux à « bien vérifier que leurs têtes sont toujours là ». Juste après le discours de sayyed Hassan, Tel-Aviv a pris la décision de fermer certaines ambassades par crainte d'une attaque-surprise.
- En cas d'invasion terrestre israélienne contre le Liban, les combattants de la Résistance pourraient recevoir l'ordre d'occuper la Galilée et de libérer le nord de la Palestine. Connaissant la crédibilité dont jouit le chef du Hezbollah, les Israéliens savent que ses propos doivent être pris au sérieux, surtout qu'ils savent que les capacités militaires de la Résistance se sont considérablement améliorées quantitativement et qualitativement. Les Israéliens savent que toute attaque pourrait se transformer en guerre totale et que toute percée du Hezbollah en Galilée pourrait s'accompagner d'une offensive syrienne en direction du Golan occupé.

Israël est impuissant et paralysé. Il sait qu'il peut à tout moment être mis au défi si Imad Moughnié est vengé. L'encercllement stratégique de l'Etat hébreu est pratiquement terminé.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Ehud Barak a demandé à ses troupes de se tenir prêtes car elles pourraient être amenées à occuper de nouveau le Liban. Moi, je demande aux moujahidin de se tenir prêts car leur commandement pourrait leur demander de libérer la Galilée, si Israël lance une nouvelle attaque contre le Liban. Le Hezbollah n'a toujours pas répondu à l'assassinat du leader Imad Moughnié. Les dirigeants de l'ennemi devraient s'attendre à ce que cela soit fait et ce jour-là, ils ne seront pas à l'abri où qu'ils soient dans le monde. Le nouveau chef d'état-major israélien était le commandant des troupes d'occupation au Sud du Liban et il a donc assisté à la défaite de son armée et de ses agents en 2000. Le Hezbollah fait parti des mouvements de résistance dans la région, qui sont une réponse naturelle aux invasions, aux occupations et aux projets d'hégémonie. Ces mouvements n'ont jamais eu de projet de guerre, ils sont simplement une riposte à une agression et ils défendent leur terre, leurs croyances et leurs populations. Quelle que soit l'issue finale de la révolution égyptienne, celle-ci aura des répercussions sur l'ensemble de la région. L'après-Hosni Moubarak sera différent de la période qui l'a précédée. Il y aura des changements énormes. La première conséquence sera forcément sur Israël, mais aussi sur l'ensemble du système états-unien dans la région, et au Liban en particulier, car Hosni Moubarak a laissé des orphelins en Égypte, en Palestine et au Liban. Ce qui reste du 14-Mars est déterminé à remettre sur le tapis le dossier des armes du Hezbollah. Il n'y a jamais eu une unanimité sur ce sujet. Mais au-delà des armes, c'est la résistance dans son ensemble qui est remise en cause. Votre guerre contre les armes du Hezbollah sera perdante. Si vous voulez continuer à miser sur le TSL, alourdi par les fuites répétées, le dossier des faux témoins, la corruption, les démissions et l'orientation vers une seule piste, et si vous attendez les jugements émis avant même le début de l'enquête, tout en considérant que le contenu attendu de l'acte d'accusation sera la vérité, vous êtes libres. Quant à nous, nous agissons en considérant qu'il s'agit de falsification (...) Le 14-Mars doit bien lire les développements internationaux et régionaux et cesser de monter l'Occident et le monde contre le Premier ministre Najib Mikati. Nul n'ignore les liens de ce mouvement avec Jeffrey Feltman, John Bolton et avec tout le système états-unien dans la région, dont le président égyptien déchu Hosni Moubarak. Vous voulez savoir pourquoi je sens que ce camp est faible ? Parce qu'il ment. Il se ment à lui-même et ment à ses partisans, en disant notamment que le gouvernement que compte former Mikati est celui du Hezbollah. Si c'était le cas, la formation n'aurait pas pris plus de deux jours. Ils savent que ce n'est pas vrai. Ils négocient avec le Premier ministre et savent qu'il leur parle comme il le fait avec le Hezbollah. L'Occident le sait aussi. »

Michel Sleiman, président de la République

« Il y a dans la menace d'Ehud Barak (d'envahir le Liban, ndlr) des intentions cachées de lancer une nouvelle attaque, ce qui constitue une violation flagrante de la résolution 1701. Les propos de Barak s'inscrivent essentiellement dans la volonté de relever le moral de ses troupes et d'encourager le nouveau chef d'état-major israélien. Car Barak sait qu'une agression contre le Liban n'est plus une promenade. La meilleure preuve en est la guerre de 2006 et ses conséquences en Israël même. Si Barak croit pouvoir s'engouffrer dans les tiraillements internes libanais dus à la formation du gouvernement pour exécuter son agression contre le Liban, il se trompe et ses plans se retourneront contre lui, car les Libanais, avec leur armée, leur Résistance et leur peuple, sont prêts à affronter toute agression contre leur pays, sa stabilité et sa sécurité. »

Michel Aoun, principal leader chrétien libanais, allié du Hezbollah

« J'ai pris connaissance du communiqué du bloc parlementaire du Futur. Ses revendications sont impossibles à satisfaire. Il est donc impossible qu'il prenne part au cabinet. Nous avons donné trop de temps pour la formation du gouvernement. Il est temps qu'il voie le jour. C'est le conflit autour du dossier des faux témoins qui a fait chuter l'ancien gouvernement. Nous ne pouvons pas permettre que la nouvelle équipe subisse le même sort pour les mêmes raisons. Nous sommes disposés à accorder le tiers des sièges ministériels à la partie adverse si elle se conforme au programme politique de la nouvelle majorité. Il faut qu'il y ait un minimum d'harmonie entre les parties qui composent une équipe ministérielle. Le 14-Mars doit reconnaître qu'il est devenu une minorité. Dans un gouvernement de 30, je dois être représenté par 12 ministres et par 10 ministres dans un gouvernement de 24, sur base de ma représentation parlementaire. Les portefeuilles de la Défense, des Finances, de l'Intérieur doivent nous être impartis du moment qu'ils avaient à leur tête des chrétiens. La répartition communautaire des

ministères doit rester la même. Le Premier ministre désigné peut nommer tous les ministres sunnites et peut les choisir parmi des personnalités de l'opposition sunnite à Tripoli, à Saïda, à Beyrouth et dans la Békaa-Ouest. Saad Hariri est fini. Il est sorti du gouvernement avec un aller simple pour l'Arabie saoudite ou la destination de son choix. Les dossiers financiers et de la corruption sont trop importants pour qu'il puisse revenir (...) Le prochain gouvernement doit abroger le protocole d'entente entre le Liban et l'Onu au sujet du Tribunal spécial pour le Liban. Il n'est certes pas possible de supprimer le TSL, mais nous ne coopérerons pas avec lui. Nous ne pouvons pas continuer d'alimenter un tribunal qui ne permet pas de réaliser la justice à cause du manque de transparence de ses actions. Le président Michel Sleiman s'est tenu du côté de la majorité et n'a pas fait montre de neutralité durant les votes en Conseil des ministres ou lors des élections à Jbeil et dans le Kesrouan. Il composait des listes contre nous et convoquait les candidats. Tout le monde est au courant de cela. Si le chef de l'État doit être représenté par des ministres au gouvernement, il faut que cela soit prévu dans la Constitution. Je ne lui céderai aucun ministre de ma part. »

Saad Hariri, Premier ministre libanais sortant

« À un moment donné, j'ai été très soucieux de mettre la question des armes (du Hezbollah, ndlr) sur la table de dialogue et j'arrondissais les angles. Mais aujourd'hui, je considère que le retour à la politique des angles arrondis n'est pas dans l'intérêt national. Il y a un problème dans le pays qui doit être traité avec beaucoup de franchise et d'honnêteté, et nous ne devons pas nous enfouir la tête dans le sable, surtout quand ces armes deviennent un moyen de faire pression sur la vie politique. Cette situation est inacceptable, parce que nous ne pouvons pas construire un État de cette manière. Le pays a une armée, une autorité et un État qui devraient rassembler tous les citoyens autour de lui. Et après toutes les expériences amères subies par le Liban, certains se trompent en disant que nous tentons de contourner les armes de la Résistance, parce que la vérité est très différente. Notre priorité est qu'aucune arme d'aucune partie ne soit un moyen de s'en prendre à la paix civile et au système démocratique. Nos alliés et nous au sein du 14-Mars sommes d'accord sur la même ligne. Nous nous rassemblerons le 14-Mars 2011 comme nous l'avons fait le 14 mars 2005. Ce sera un jour décisif dans l'histoire du Liban (...) Nous ne voulons pas que l'on nous dise que le tribunal international est israélien, ce tribunal n'est ni israélien ni américain. Les gens doivent connaître la vérité et savoir qui a assassiné non seulement Rafic Hariri, mais tous les martyrs tombés depuis six ans. »

Samir Geagea, chef chrétien allié de Saad Hariri

« Si les exactions perpétrées par l'autorité de tutelle (la Syrie Ndlr.) ont mené à la révolution du Cèdre, alors il faut savoir que le seul fait de voir poindre l'autorité de tutelle une nouvelle fois donnera lieu à des révolutions du Cèdre sans fin, jusqu'à l'extraction totale de la maladie. Nous nous sommes libérés du fardeau du pouvoir, nous pouvons désormais vivre selon nos convictions, nos principes, en toute liberté et aspirer à les traduire de toutes nos forces. Aujourd'hui, plus que n'importe quel autre moment, c'est le Liban d'abord, le Liban qui doit primer, pour que l'État libanais puisse voir le jour, un État effectif, au pouvoir unique, avec une armée unique en application des résolutions 1559, 1680, 1701 et 1757, un État clairement déterminé dans ses frontières et de manière définitive. Les détenus et les disparus dans les prisons syriennes, c'est maintenant, la justice sociale, c'est maintenant, et tout ce en quoi nous croyons pour améliorer et faire évoluer la vie des citoyens. Maintenant, surtout maintenant, la guerre sur la corruption, maintenant que les diables de la corruption de l'étape précédente sont de retour. Le Tribunal spécial pour le Liban est une réalisation historique pour le peuple de la révolution du Cèdre, et le fruit d'une lutte de trente ans, contre l'occupation, la répression, le meurtre, l'assassinat et la soumission. Nous n'allons pas accepter que le tribunal soit sacrifié ou que son existence soit menacée. »

Nabih Berry, président du Parlement

« L'accord avec le TSL s'est fait d'une façon non constitutionnelle. Le président de la République n'a pas signé cet accord et ne l'a pas soumis à la Chambre. Le TSL est non constitutionnel et contraire au Pacte national. L'enquête menée par le tribunal est politisée et a misé sur les faux témoins et la fabrication de scénarios. Nous avons affirmé à plusieurs reprises lors de la conférence de dialogue que nous sommes avec le tribunal qui devrait laisser la vérité éclater au grand jour et non fabriquer ou falsifier la vérité. »

Presse

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 18 février 2011)

Nicolas Nassif

Le Premier ministre désigné Najib Mikati reste optimiste, et ne ferme pas la porte au dialogue avec l'autre camp, bien qu'il soit sûr qu'il va présider un gouvernement monochrome. Il sent qu'il n'est pas obligé de fixer une date à la naissance du gouvernement avant d'avoir épuisé tous les efforts et tous les contacts à cette fin.

Les ministres proches de lui, du président de la République et du député Walid Joumblatt sont considérés comme consensuels, et doivent garantir l'équilibre du gouvernement afin qu'aucune partie ne l'emporte sur l'autre. Ce qui peut être une référence à l'octroi à ces ministres du tiers+1. Ce qui revient également à dire que les ministres du 8-Mars n'obtiendront pas les deux tiers des sièges ministériels comme ils le souhaitent...

Mikati est aussi convaincu qu'aucune partie libanaise ne peut gouverner toute seule ou monopoliser le pouvoir. Et quelles que soient les difficultés, il n'a pas l'intention de renoncer à former le gouvernement. Dans le même temps, il s'attache à maintenir le dialogue avec tous, bien qu'il semble sûr que les forces du 14-Mars ne participeront pas à son gouvernement.

Mis à part le seul engagement qu'il a fait au Hezbollah concernant la protection de la Résistance, Mikati s'estime libéré de toute contrainte. Il n'a d'ailleurs fait aucune promesse aux forces du 8-Mars au sujet du TSL.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, 18 février 2011)

Sarkis Naoum

Des informations en provenance de Washington indiquent que l'administration Obama a fait savoir au Premier ministre désigné Najib Mikati qu'elle n'avait rien contre lui personnellement en tant que chef du futur gouvernement mais qu'elle préférerait un cabinet à son image, composé de personnalités modérées, centristes, disposées à œuvrer pour colmater la brèche entre le 8-Mars et le 14-Mars. L'administration états-unienne aurait également défini les lignes rouges à ne pas franchir : elles concernent essentiellement le TSL et les engagements internationaux du Liban.

La Syrie, qui gère la crise gouvernementale au Liban, a laissé le Premier ministre désigné, le 8-Mars et le 14-Mars essayer toutes les recettes et n'a rien proposé elle-même, bien qu'elle maintienne les concertations avec ses alliés au Liban. Elle compte d'ailleurs continuer à suivre la même approche en attendant l'un des deux scénarios suivants : le 8-Mars conduit par le Hezbollah, et son allié Najib Mikati, parviennent à une impasse, et se tournent vers Damas ; les Etats-Unis parviennent à la conviction que c'est la Syrie et non le Hezbollah, qui représente la référence, le guide, ou le tuteur du nouveau gouvernement.

An Nahar (17 février 2011)

Une cinquantaine de dignitaires religieux sunnites a considéré que Dar el-Fatwa a perdu son rôle religieux et politique et a appelé le mufti de la République, cheikh Mohammed Kabbani, à démissionner, avant de mettre en garde contre toute obstruction des efforts du président Najib Mikati. Les cheikhs réunis dans un hôtel à Bir Hassan ont souligné que leur position claire de ne pas traiter avec le TSL ne revient pas à renoncer à la vérité et à la justice, mais plutôt à rectifier le parcours de la justice et à rechercher la vérité. Ils ont également appelé l'ancien Premier ministre Fouad Siniora à honorer ses engagements et à rendre l'argent volé aux caisses de Dar el-Fatwa par des proches du mufti Kabbani.

Magazine (Hebdomadaire libanais francophone indépendant, 18 février 2011)

Paul Khalifeh

Le haririsme ne vit pas, aujourd'hui, ses meilleurs moments. Une série d'événements locaux et régionaux montre que le Moustaqbal (Courant du Futur Ndlr.) traverse une grave crise et se trouve, actuellement, sur une courbe descendante. Une brèche s'est ouverte dans la question de la représentation sunnite, permettant à Najib Mikati de s'y engouffrer pour disputer à Saad Hariri le titre de « premier sunnite du Liban. » Cette brèche n'est pas apparue fortuitement. Elle est le résultat d'une conviction saoudienne de la nécessité de revenir à une plus grande diversité au niveau de la représentation sunnite, après une quasi-exclusivité exercée par la famille Hariri pendant près de 20 ans (...) Il existe des indices montrant que Najib Mikati ne mène pas son combat sans appui régional. Chose inimaginable il y a quelques semaines, des journaux saoudiens n'hésitent plus à critiquer Saad Hariri et à défendre son successeur. Pas plus tard que le 15 février, Daoud al-Charyane, un journaliste proche du roi Abdallah, écrivait dans *al-Hayat* : « Certains discours du 14-Mars ne sont pas dignes de la politique. Ils affirment

qu'en acceptant sa désignation, Mikati trompe son milieu communautaire. Comme si la présidence du Conseil au Liban était l'exclusivité d'un homme ou d'un courant et celui qui la convoite devient kidnappeur ou traître. Le plus grave c'est que Dar el-Fatwa joue un rôle politique qui ne fait pas traditionnellement partie de ses compétences. » Un peu plus loin on peut lire : « Le contexte régional a changé (...) La sagesse appelle à la participation (du 14-Mars au gouvernement, ndlr.) et à la stabilisation du Liban en attendant les résultats du tribunal. Le fait que le Courant du futur insiste à passer à l'opposition sans protecteur régional présage que la scène libanaise sera le théâtre de tensions. » Déjà, le 25 janvier, les milieux saoudiens avaient lancé un signal fort à l'adresse des Libanais. Le site Internet *Elaph.com*, proche du pouvoir, publiait un « sondage » effectué auprès de 150 personnalités saoudiennes dont des membres du Conseil consultatif, des universitaires, des chercheurs et des journalistes. Les sondés étaient invités à répondre à trois questions, la plus importantes étant la suivante : Pensez-vous que Saad Hariri représente à lui seul les sunnites au Liban ? Dans son commentaire du sondage, l'auteur écrit : « Le plus surprenant a été de constater une quasi-unanimité autour du fait que Saad Hariri n'est pas le seul représentant des sunnites au Liban. Parmi les personnes interrogées, beaucoup ne le considèrent même pas comme un leader sunnite. »

Al Hayat (Quotidien saoudien, 18 février 2011)

Des sources haut placées de la nouvelle majorité au Liban ont relevé l'ampleur des dégâts politiques essuyés par cette majorité en raison de la « bombe » déclenchée par le général Michel Aoun, dont les éclats ont atteint le président de la République Michel Sleiman et le Premier ministre désigné Najib Mikati. D'autant plus qu'Aoun s'est érigé en seul maître à bord en ce qui concerne la composition, le programme, l'agenda et la déclaration ministérielle du futur gouvernement. Selon ces sources, le président Sleiman est fortement agacé par les dernières déclarations de Michel Aoun, et a rappelé son attachement plein et entier à ses prérogatives. L'opposition à toute représentation du chef de l'Etat au sein du prochain gouvernement est rejetée par le président Mikati ainsi que par des figures de proue de la nouvelle majorité. Le Hezbollah, principal allié du général Aoun, aurait été surpris par les conditions extrêmes de son allié concernant sa participation au gouvernement, et que le mouvement Amal n'a pas vu d'un bon œil de telles conditions. Le Hezbollah chercherait à assouplir la position du chef du CPL pour parvenir à un compromis hâtant la mise en place du gouvernement.

Al Moustaqbal (Quotidien appartenant à la famille Hariri, 17 février 2011)

Rouba Kabbara

Des sources qui suivent les tractations de la formation du gouvernement prédisent un retard pour des raisons aussi bien intérieures qu'extérieures. La plus importante raison intérieure est liée à la volonté du Premier ministre désigné Najib Mikati d'éviter un gouvernement monochrome. Parmi les raisons extérieures, par contre, on trouve en particulier le peu d'empressement syrien à voir se mettre en place un gouvernement qui exclut le camp du 14-Mars, en attendant de connaître les répercussions du renversement du régime de Hosni Moubarak et la suite des événements au Bahreïn, en Libye, en Jordanie ou au Yémen, ajoutent les mêmes sources.

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 15 février 2011)

Le 14 février 2011, un camp politique libanais a célébré l'assassinat de Rafic Hariri sans se poser un minimum de questions, après six années de revers à la chaîne :

Pourquoi Michel Aoun s'est-il dissocié du 14-Mars ? Pourquoi Walid Joublatt en a-t-il fait de même ? Pourquoi Nassib Lahoud et Mohammad Safadi ont-ils décidé de se démarquer du 14-Mars ? Plus important encore : pourquoi le grand public libanais, qui n'appartenait pas aux partis politiques du 14-Mars, a-t-il pris ses distances ?

Où Saad Hariri amène-t-il son public ? Là où le souhaite Samir Geagea, assassin de Rachid Karamé, ou Amine Gemayel, qui est allé au BIEL en laissant son cœur chez Mikati ?

Voilà donc Saad Hariri qui renouvelle son départ politique à partir du point par où il avait commencé il y a 6 ans, en reconnaissant pour la première fois qu'il était inexpérimenté et que sa performance a été entachée d'une bonne dose d'immaturation.

Concrètement, il est possible de dire que Hariri a cessé de reconnaître la déclaration ministérielle de son gouvernement pour ce qui concerne l'équation armée-peuple-résistance. Il a annulé le rôle du dialogue national concernant la stratégie de défense, en érigeant la nécessité de faire face aux armes en priorité. Hariri a ainsi confirmé son passage à l'opposition, en comptant sur l'artillerie oratoire de Samir Geagea, dirigée exclusivement cette fois-ci contre Damas, l'Iran et le Hezbollah.

Par ailleurs, en donnant une image approximative de l'acte d'accusation du TSL, Hariri semblait en connaître le contenu. Il ne s'est pas rendu compte qu'il contredisait ainsi des déclarations qu'il avait faites précédemment lorsqu'il a riposté au Secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, en assurant qu'il ne lui avait pas communiqué le contenu de l'acte d'accusation en mai 2009 et ne lui a pas dit que des individus seront montrés du doigt et qu'il compte déclarer publiquement que ceci ne revient pas à accuser toute une communauté religieuse ou tout un parti politique ! Hier, il a donc dit ce qu'il avait nié à un certain moment : « Ce tribunal accusera des individus et ne le fera pas au hasard. »

New York Times (Quotidien états-unien, 14 février 2011)

Six années après avoir été assassiné, Rafic Hariri a laissé un héritage qui semble se dégrader alors que le Liban se déchire concernant l'enquête sur le meurtre de l'ancien Premier ministre. Selon Assaad Abou Khalil, professeur à la California State University, le camp du Premier ministre libanais sortant, Saad Hariri, a « subi un certain nombre de revers ». « Il serait cependant trop tôt pour déclarer sa mort car les facteurs qui ont donné naissance au mouvement du 14-Mars existent toujours », explique le professeur.

Mais aujourd'hui, la donne a changé pour Hariri et ses alliés pro-occidentaux. « Six ans plus tard, les choses s'annoncent plutôt sombre pour la coalition formée après l'assassinat de Rafic Hariri », explique-t-il. « Le fossé le plus profond au sein de la société libanaise de ces dernières années concerne le tribunal. Les forces opposées au Tribunal ont réussi à miner sa crédibilité ». « Pendant longtemps, bataille a été menée sur la perception de l'opinion publique libanaise de la crédibilité et de la légitimité du tribunal. Je pense que sur ce terrain, le Hezbollah a été très habile. »

Asia Times (Journal online asiatique, 14 février 2011)

Sami Moubayyed

Le premier ministre Najib Mikati a probablement accueilli avec soulagement la révolte égyptienne. Pas pour des raisons géostratégiques, mais tout simplement pratiques. Elle lui a permis de travailler sous une moindre pression à la formation de son gouvernement.

Aujourd'hui, les Libanais se rendent compte que la seule chose de commun entre Hariri, Moubarak, l'ex-président tunisien Ben Ali et l'ex-Premier ministre jordanien Samir al-Rifaï, est leur soutien à la politique étrangère des Etats-Unis qui, en retour, renforçait leur pouvoir. Privé de ses alliés égyptiens et saoudiens, qui lui reprochent d'avoir torpillé l'initiative syro-saoudienne, Hariri s'apprête à vivre une difficile année 2011. Chef de file d'une dynastie au pouvoir depuis 20 ans, il est aujourd'hui à la tête d'un mouvement éjecté du pouvoir et à bout de souffle.

The National (Quotidien australien, 14 février 2011)

Les réalisations de la Révolution du Cèdre semblent limitées. Il est à ce propos troublant de constater la foule qui a envahi la place des Martyrs en 2005 ressemble terriblement à celle qui a occupé la place Tahrir. Cette solidarité et cet enthousiasme qui transpire au Caire ont aussi transpiré à Beyrouth. L'armée syrienne a quitté le pays, mais en laissant le champ libre à un Hezbollah encore plus puissant. L'armée syrienne a quitté le pays, mais il est toujours plongé dans son instabilité chronique. L'armée syrienne a quitté le pays, mais il est toujours aussi vulnérable, sinon plus, aux interférences étrangères. Aujourd'hui, le nouveau premier ministre Najib Mikati semble bénéficier d'un large soutien. Le décrédibiliser dès à présent serait prématuré car le voici les mains dans le cambouis.

Corriere della Sera (Quotidien italien, 14 février 2011)

Des sources policières révèlent qu'un jeune Palestinien lié à un groupe islamiste sunnite du Liban, inspiré idéologiquement par Al-Qaïda, a été arrêté en Grèce. Ghaleb Taleb a été interpellé à Athènes et sera expulsé pour entrée illégale sur le territoire grec après son interrogatoire sur les moyens détournés qu'il a utilisés pour y arriver. Ce Palestinien serait un membre du groupe extrémiste sunnite Fatah al-Islam. Il est arrivé clandestinement il y a des mois en Grèce pour préparer des attentats en Europe. Un autre membre présumé du Fatah al-Islam, Mohammed Musa, se trouve aux mains des autorités grecques depuis des mois et va être lui aussi expulsé pour entrée illégale en Grèce.

La tendance dans le monde arabe

Les régimes se protègent grâce aux divisions sectaires et tribales

L'attention de l'opinion publique arabe se focalise sur les révoltes qui secouent le Yémen, Bahreïn, la Jordanie et la Libye pour réclamer des changements politiques et économiques. Alors que ces mouvements de protestations, qui ont fait des centaines de morts et de blessés, se poursuivent, on peut d'ores et déjà faire les observations suivantes :

1. Manifestement, les régimes arabes sont déterminés à réprimer férocement les protestataires avec l'appui des Etats-Unis. L'affaire s'est transformée en scandale à Bahreïn, où les autorités ont utilisé des mercenaires étrangers, encadrés par des officiers de services de renseignement britanniques et états-uniens pour protéger un régime chargé de gérer une importante base militaire considérée comme essentielle face à l'Iran.

L'histoire nous apprend qu'elle ne se répète pas systématiquement. Les derniers événements révèlent des divisions verticales dans les sociétés arabes et une tendance chez les régimes à exploiter ces divergences pour se protéger contre le vent de changement, quitte à provoquer des conflits et des guerres civiles entre des groupes sectaires et tribaux qui leur sont hostiles ou favorables.

2. Ces réalités mettent à nu les faiblesses et les carences des mouvements politiques arabes et leur incapacité à surmonter les divisions sociales traditionnelles. Ces mouvements vont se retrouver face à des défis intellectuels, politiques et de nature organisationnelle. Certains ne pourront pas dépasser les clivages sectaires et tribaux pour initier un véritable changement politique. D'autres, comme le « Mouvement sudiste » au Yémen, luttent pour la sécession afin de gouverner un mini-Etat. En dépit de ces obstacles que les régimes exploiteront pour rester en place et éviter le même sort que les régimes tunisien et égyptien, la détermination des mouvements de protestation se soldera nécessairement par l'apparition de nouvelles réalités qui obligeront les régimes à faire des compromis, comme cela sera probablement le cas en Algérie, où le régime s'entoure d'une base sociale relativement large et évolue d'une manière relativement indépendante de l'Occident. L'existence de grandes ressources dans ce pays facilitera des politiques de développement couplée à des concessions politiques. En Libye, Moammar Kadhafi a choisi, contrairement à Abdel Aziz Bouteflika, de s'ouvrir sur l'Occident, alors que le président algérien s'est opposé à l'occupation de l'Irak, en 2003, prenant des positions proches de celles de la Syrie.

3. L'évolution de la situation laisse penser que le monde arabe n'est pas à la veille de changements dramatiques qui vont renverser tous les régimes en l'espace d'un mois, conformément à l'effet domino, comme l'ont prévu des analyses naïves parues dans la presse occidentale. Il est cependant certain que les peuples arabes ont retrouvé leur âme et ont repris l'initiative, sous l'impulsion d'une jeunesse qui aspire à la liberté, à la justice sociale et à la dignité nationale.

Evénement

Libye

Des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées dimanche à Benghazi, deuxième ville de Libye, pour enterrer les manifestants tués par les forces de sécurité. Les violences de la nuit de samedi à dimanche ont porté à 173 le nombre de personnes tuées en quatre jours d'affrontements, centrés sur Benghazi et les villes avoisinantes, selon un bilan établi par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), dont le siège est à New York. « Cent mille manifestants se rendent actuellement au cimetière pour les obsèques de dizaines de martyrs. Nous craignons un nouveau massacre car la route menant au cimetière est proche des casernes des forces de sécurité », a dit à Reuters un habitant de la capitale de la Cyrénaïque. « Nous ne céderons pas tant que le régime ne sera pas tombé. Nous appelons les Nations unies à intervenir tout de suite pour arrêter ce massacre », a dit cet homme. Un autre témoin a indiqué à Reuters que des centaines de milliers de personnes, dont des femmes et des enfants, s'étaient réunies pour prier devant 60 corps, exposés près d'un tribunal du nord de Benghazi, qui compte 700 000 habitants. « Un massacre a été commis ici hier soir », a déclaré dimanche un habitant qui a requis l'anonymat. Les forces de sécurité ont eu recours à des armes lourdes et, a-t-il ajouté, « nombre de soldats et de policiers sont passés dans le camp des manifestants ». Il semble que les rues de Benghazi soient sous le contrôle des manifestants et que les forces de sécurité se soient retranchées dans un complexe appelé le « Centre de commandement », d'où elles ont tiré sur la foule. Un chef de tribu qui a requis l'anonymat a lui aussi laissé entendre que les forces de sécurité étaient confinées dans ce centre de commandement. « Il n'y a plus aucune présence des autorités dans la ville, les forces de sécurité sont retranchées dans leurs casernes et la ville est dans un état de mutinerie civile », a-t-il dit à Reuters. La répression sanglante a poussé une cinquantaine de dignitaires musulmans à publier un appel, envoyé à Reuters, qui exhorte les membres des forces de sécurité, en tant que musulmans, à mettre un terme au massacre. A Tripoli, plusieurs milliers de partisans du régime se sont rassemblés sur la place Verte, près de la médina, aux premières heures de la matinée de dimanche, a

constaté un journaliste de Reuters. « Dieu, Libye et Mouammar ! », ont-ils scandé, ou encore : « Mouammar est le pionnier du nationalisme arabe ! »

Bahreïn

Un haut responsable de l'opposition bahreïnienne, Abdel Jalil Khalil Ibrahim, a exigé la démission du gouvernement et le retrait des forces armées des rues de Manama pour répondre à l'offre de dialogue faite par le prince héritier de Bahreïn. « Pour envisager le dialogue, le gouvernement doit démissionner et l'armée doit se retirer des rues » de la capitale, a déclaré M. Ibrahim, chef du bloc parlementaire du Wefaq, le principal groupe de l'opposition. « Nous n'assistons pas à un langage de dialogue mais à celui des armes », a-t-il ajouté, en évoquant les tirs de l'armée vendredi soir contre des manifestants, qui ont fait 95 blessés. Ces tirs étaient survenus alors que le prince héritier, Salman Ben Hamad Al-Khalifa, s'exprimait à la télévision d'Etat pour promettre un dialogue avec l'opposition une fois le calme revenu. Le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa a aussitôt chargé son fils, de mener un « dialogue avec les parties et communautés sans exception ».

Yémen

Au Yémen, des heurts entre opposants et partisans du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans et allié des Etats-Unis, ont tourné à la bataille rangée samedi dans la capitale, Sanaa. Dimanche, une cinquantaine de militants favorables au régime ont attaqué un rassemblement d'un millier d'opposants qui scandaient « Dégage, Ali ! » devant l'université de la capitale. L'un des partisans de Saleh a ouvert le feu avec un fusil d'assaut mais on ne fait pas état de victimes. Samedi déjà, les partisans du régime ont tenté de prendre d'assaut le campus de l'université. « Le peuple veut la chute du régime », scandaient les étudiants. Un journaliste de l'AFP a vu un étudiant s'effondrer, atteint d'une balle au cou et noyé dans son sang.

A Aden, dans le Sud, les protestations ont continué après une nuit d'émeutes. Un adolescent a été tué par une balle perdue, selon une source hospitalière. Trois personnes ont été blessées, dont deux filles de 9 et 11 ans, quand la police a ouvert le feu pour disperser un rassemblement de plusieurs centaines de personnes, selon des témoins et des sources médicales. Douze personnes ont été tuées au Yémen, dont 10 à Aden, depuis le début de la semaine.

Maroc

Plusieurs milliers de Marocains ont manifesté dimanche à Casablanca et Rabat pour réclamer des réformes politiques et une limitation des pouvoirs du roi, premier mouvement de ce type dans le pays depuis le début des révoltes qui secouent le monde arabe. Des banderoles proclamaient : « Le roi doit régner et non gouverner » ou « Le peuple veut une nouvelle Constitution », tandis que des groupes de gauche demandaient « moins de pouvoirs à la monarchie ». Aucun incident n'avait été signalé dans les deux villes en fin de matinée. Dans la foulée des événements de Tunisie et d'Egypte, de jeunes Marocains avaient lancé sur Facebook le mouvement « du 20-Février », appelant à manifester pacifiquement pour réclamer une nouvelle Constitution limitant les pouvoirs du roi et plus de justice sociale. L'appel a rapidement rassemblé des milliers de sympathisants. Il a été appuyé par des ONG comme l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et des journalistes indépendants. L'organisation de la jeunesse du mouvement islamiste Justice et bienfaisance a appelé elle aussi à manifester « pacifiquement » dimanche. Les principaux partis politiques marocains dont l'Istiqlal (du Premier ministre Abbas el-Fasi) se sont en revanche prononcés contre l'appel.

Algérie

En Algérie, des centaines de personnes ont tenté de se rassembler dans la capitale aux cris de « Algérie libre et démocratique », « Pouvoir assassin », « Le peuple veut la chute du régime », et ont été repoussées par d'importantes forces de sécurité. Une dizaine de manifestants ont été blessés, dont deux grièvement, selon la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD). S'il n'était pas clair, la position du gouvernement a été rendue publique une fois de plus dimanche. « L'effet domino est une invention des médias y compris les médias algériens qui sont très libres. Je ne crois pas que cela s'applique à l'Algérie. L'Algérie n'est pas l'Egypte ou la Tunisie », a déclaré un ministre algérien dans cette interview à *El Pais*.

Un député du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Tahar Besbas, a été grièvement blessé par la police, selon des membres de son parti.

Source : Réseau Voltaire
[http://www.voltairenet.org/...](http://www.voltairenet.org/)

1-4 Victoire au Caire et célébrations à Téhéran.

A l'instar des grandes révolutions de l'histoire, la révolution égyptienne a eu des conséquences intellectuelles et politiques qui n'en sont qu'à leur début dans les pays arabes, et qui domineront les débats dans la période à venir.

1. Un grand nombre de journalistes, d'analystes, de chercheurs et d'intellectuels ont été surpris par les événements en Egypte. Pendant des décennies, ces individus ont répandu la culture de la déception et du mépris des peuples arabes, qu'ils ont dépeint comme étant incapables d'initier le moindre changement. Aujourd'hui, cette élite, qui a promu les politiques impérialistes depuis les accords de Camp David, invitant les populations à accepter le sort décidé par les Etats-Unis sous mille et un prétextes, et tourné en dérision les forces qui ont choisi de résister, semble assommée.

Cette élite faisait partie d'une grande armée de mercenaires recrutés par les services de renseignement états-uniens et occidentaux et par les gouvernements arabes alliés de Washington, qui ont mis à leur disposition d'immenses moyens matériels et des empires médiatiques. Aux tous premiers jours, cette élite a eu une attitude méprisante à l'égard de la révolution égyptienne et elle s'appête à poursuivre son sale travail destiné à ternir son image rayonnante après des peuples arabes.

La révolution égyptienne victorieuse impose à tous les hommes libres dans le monde arabe le devoir de demander des comptes aux mercenaires de la période noire, ces chargés de communication au service des armées d'invasion américaines qui ont déferlé sur le Moyen-Orient pour défendre les intérêts d'Israël.

2. Certains militants, remplis de joie par la victoire de la révolution égyptienne, qui a remonté leur moral et fait miroiter une précieuse opportunité de modifier l'équilibre des forces régional dans un sens défavorable aux intérêts israélo-américains, multiplient les leçons et les mises en gardes contre les dangers qui guettent la révolution. Ce type de comportement est une grave erreur. La meilleure attitude que l'on puisse adopter en ce moment est celle du peuple égyptien célébrant sa victoire après la chute de Hosni Moubarak. Il est préférable d'attendre avant d'émettre des jugements de valeur car le processus révolutionnaire est susceptible de dégager la volonté du peuple égyptien et le système politique qu'il souhaite et qui n'a pas encore vu le jour. L'éveil dont a fait preuve la jeunesse égyptienne laisse croire que de nombreuses formules transitoires vont se succéder dans les mois à venir avant que la formule définitive, répondant aux aspirations du peuple, ne se mette en place.

3. Dans les débats et commentaires qui ont accompagné la révolution, deux idées ont fait leur chemin. Et dans le sillage de cette effervescence, des tentatives sournoises et suspectes sont apparues dans le but de dénaturer la révolution et nier son authenticité.

Certains ont tenté d'atténuer le poids du facteur national dans la révolution, mettant uniquement l'accent sur le refus de la tyrannie du régime de Moubarak ou sur la dimension sociale et économique de la révolte. Mais un examen détaillé des slogans et des revendications montre que le peuple est parfaitement conscient du lien de causalité entre la force de l'ancien régime d'une part et son ancrage à l'alliance américano-israélienne pendant trois décennies d'autre part. Ce peuple est également conscient que la vente du secteur privé par le régime, pour des sommes dérisoires, et le fait d'avoir livré les richesses et les ressources du pays à une minorité corrompue, provoquant l'écrasement de la classe moyenne, n'est que le résultat de l'alignement sur les forces impérialistes et sur les formules du Fonds monétaire internationale et de la Banque mondiale. Aussi, les dimensions politique et sociale de la révolution sont étroitement liées à la dimension nationale, qui s'est clairement illustrée dans les slogans à la gloire de Gaza, de la Palestine, de la Syrie et du Liban, juste après la victoire de la révolution. Beaucoup de jeunes ont dénoncé le fait que l'ancien régime avait réduit à néant le rôle régional de l'Egypte et n'ont pas caché leur volonté de voir leur pays jouer à nouveau un rôle central en tant que principale force arabe.

La tendance au Liban

Les orphelins d'Omar Sleiman au Liban

Avec la chute du régime de Hosni Moubarak, une large opération d'ingérence sur la scène libanaise prend fin. Cette intervention était initiée par l'éphémère vice-président et ancien chef des services de renseignement, Omar Sleiman, qui travaillait en étroite collaboration avec les services israéliens et jordaniens pour saboter le Liban et comploter contre la Résistance.

Omar Sleiman laisse au Liban de nombreux orphelins. Présents dans toutes les sphères de la coalition du 14-Mars, ceux-ci menaçaient, il y a quelques semaines à peine, de dépêcher des forces égyptiennes au Liban au cas où le Hezbollah bougeait dans la rue pour contrer l'agression menée par le Tribunal spécial pour le Liban (TSL). Les Etats-Unis avaient confié à l'Egypte de Moubarak le parrainage du 14-Mars, l'entraînement et

l'armement de ses milices, pour compenser le repli de l'Arabie saoudite et la décision de son roi Abdallah de se positionner au centre depuis la guerre de Gaza, en 2008-2009.

Parmi les orphelins libanais de Hosni Moubarak et Omar Sleiman, on nomme Amine Gemayel, Samir Geagea et Saad Hariri, et d'autres encore qui se sont souvent rendus au Caire pour saboter le rapprochement syro-saoudien, recevoir des lettres israéliennes indirectes et fomenter des complots servant les projets israélo-américains.

Un des enseignements que l'on peut tirer de la révolution égyptienne, est que les Etats-Unis n'hésitent pas à piétiner leurs alliés et à les abandonner sans état d'âme lors de leur chute ou de leurs défaites. Ils font subir à leurs amis le même sort que celui qu'Israël a réservé à sa milice auxiliaire de l'Armée du Liban Sud (ALS) lors de son retrait de l'an 2000, en raison des coups que lui a assésés la Résistance libanaise. Comme le chef de l'ALS, Antoine Lahad, abandonné par Israël, Washington a laissé Hosni Moubarak et Omar Sleiman seuls au milieu de la tempête qui a renversé leur régime.

Le soir de la victoire de la révolution égyptienne, beaucoup de Libanais se sont demandés si les orphelins d'Omar Sleiman tireraient les enseignements et cesseraient de mettre en œuvre les instructions états-uniennes visant à détruire leur pays. Ils se sont interrogés sur le fait de savoir si ces orphelins se décideraient enfin à réviser leur choix politiques et à prendre une voie réellement nationale et souveraine.

Les orphelins de Sleiman sont certainement sous le choc. Ils doivent attendre des messages d'assurance saoudiens et chercher un nouveau parrain. Dans le contexte actuel, ils ne leur reste plus que la Jordanie, où les responsables états-uniens se sont succédés pour s'enquérir de la situation et remonter le moral du roi Abdallah II, effrayé par la chute, en l'espace d'un mois, de deux des plus proches alliés des Etats-Unis, Zine al-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak. Et effrayé, surtout, par les cris des manifestants parfaitement audibles à l'extérieur des murs de son palais.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Nous sommes face à une révolution populaire égyptienne et patriotique véritable, à laquelle participent chrétiens et musulmans, ainsi que des courants islamiques et laïcs, des femmes et des enfants. Il est de notre devoir de nous solidariser avec cette révolution. Les États-Unis essaient de contenir la révolution et d'améliorer la sale image qu'ils ont au Moyen-Orient et dans le monde islamique après avoir passé des années à soutenir les pires dictatures que notre région ait jamais vues. Mais soyez sûrs que les régimes alliés des États-Unis et Israël ne peuvent se maintenir longtemps contre la volonté du peuple. Que Dieu m'en soit témoin, je désire être parmi vous, pour donner mon sang et mon âme, comme tout jeune Égyptien le ferait, à cette noble cause. De loin, depuis Beyrouth, tout ce que nous pouvons vous dire est que nous aimerions être avec vous place Tahrir, au Caire, à Alexandrie, dans la ville de Suez et ailleurs. Vos actes changeront la région. Sur les places aujourd'hui, avec votre foi et votre volonté, vous pouvez changer la face du monde. Aujourd'hui, au nom du Hezbollah et de tous les mouvements de résistance au Liban, nous nous plaçons au service de l'Égypte et de sa population et ses jeunes. La majorité écrasante des peuples arabes et islamiques est hostile à la politique états-unienne et la rejette car cette politique américaine est fondée sur l'appui à Israël. »

Walid Joumblatt, leader druze

« Personne n'a la compétence de donner des leçons et de faire des sermons au peuple militant égyptien qui essaie de recouvrer la liberté à laquelle il aspire et qui réclame ses droits légitimes, tels que la liberté d'opinion et d'information, ainsi que la liberté de manifester, la démocratie, une vie digne, la justice sociale et l'alternance pacifique du pouvoir. Une panique s'est emparée de nombreuses capitales occidentales à la seule idée de pouvoir perdre un ami et un allié fondamental qui a assumé, dans l'Orient arabe, des rôles importants au niveau de la répression des libertés, de l'incarcération et de la torture de milliers de prisonniers d'opinion, de la protection d'Israël et du pillage des ressources de son pays, dont les chiffres commencent à apparaître. L'ange de fer (allusion à Angela Merkel, Ndlr.) veut donner des leçons sur le transfert progressif vers la démocratie. La Grande-Bretagne, l'ancien nouveau colonialiste du monde arabe, notamment son secrétaire au Foreign office, multiplie les sermons au sujet de l'édification de la démocratie. Il aurait mieux fait de s'occuper des affaires internes de son pays qui échoue lamentablement à gérer sa diversité culturelle à l'heure où tous les pays en voie de développement, dont l'Inde, y réussissent. Les Français sont toujours sous le choc de la perte de leur fidèle ami Zine el-Abidine Ben Ali. Seul le Premier ministre italien n'a pas pris la peine de rechercher des phrases floues pour dissimuler ses positions, puisqu'il a sans ambages proclamé son appui à Moubarak. En Egypte, toute la classe gouvernante doit être arrêtée et jetée en prison avant de pouvoir faire fuir son argent vers l'étranger. »

François Fillon, Premier ministre français

Extraits d'une interview accordée au Hayat

« Nous avons pleinement appuyé l'action du gouvernement d'union nationale que présidait Saad Hariri, et qui a été formé après des élections démocratiques. Nous avons pris acte de la désignation d'un nouveau chef du gouvernement libanais. Nous appelons le gouvernement, comme nous l'avons fait à la clôture des travaux du Conseil Affaires générales de l'Union européenne le 31 janvier dernier, à respecter les engagements et les obligations internationaux du Liban, notamment en ce qui concerne le tribunal, qui est une instance judiciaire indépendante, créée conformément à la résolution 1757 du Conseil de sécurité, et qui respecte les plus hautes normes judiciaires. Il faut que le tribunal puisse poursuivre son travail sans entrave, en coopération avec le gouvernement libanais. Il est important par ailleurs que le gouvernement respecte les acquis politiques des dernières années, s'agissant en particulier de l'indépendance et de la souveraineté du Liban. Nous exprimons clairement ces principes, ainsi que nos aspirations, à la Syrie dans le cadre du dialogue franc que nous avons avec elle. »

Maura Connelly, ambassadrice des Etats-Unis à Beyrouth

Communiqué de l'ambassade US après une visite chez Samir Geagea

« L'ambassadrice Connelly a réaffirmé que les États-Unis considèrent la formation d'un nouveau gouvernement libanais comme un processus exclusivement libanais, qui doit rester libre de toute ingérence extérieure. Mme Connelly a souligné que les États-Unis devront se pencher sur la composition du nouveau gouvernement, sa déclaration ministérielle et son comportement avant de prendre toute décision relative aux relations bilatérales. La communauté internationale a clairement exprimé son espoir que le prochain gouvernement du Liban respecte ses obligations internationales, notamment la pleine application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur le Liban, ainsi que l'engagement du Liban relatif au Tribunal spécial pour le Liban. Tout gouvernement qui prétend être vraiment représentatif de l'ensemble du Liban comprendra qu'il serait impossible de renoncer aux efforts du tribunal pour mettre fin à l'ère de l'impunité pour les assassinats dans le pays. »

Malek Chaar, mufti sunnite du Liban-Nord

« Je me tiens à égale distance de toutes les parties politiques et tous les ulémas sunnites ne sont pas contre le Premier ministre désigné Najib Mikati. Je mène depuis la désignation de Najib Mikati des tentatives pour rapprocher les points de vue entre lui et le Premier ministre sortant Saad Hariri pour les réconcilier. Mon but est toujours la solidarité et l'unité des musulmans dans cette phase difficile qui nécessite le rejet de tous nos désaccords. Mes positions de soutien à la Résistance contre l'ennemi sioniste sont des constantes. »

Samir Geagea, chef chrétien, allié de Saad Hariri

« Les forces du 14 Mars ne laisseront pas la nouvelle majorité prendre le contrôle du pays et y semer la désolation, comme ce fut le cas dans le passé. Nous allons organiser nos rangs et nous préparer pour la prochaine phase qui pourrait durer quelques mois ou un peu plus. La nouvelle majorité n'est pas fixe et balance d'un côté comme de l'autre. Mais nous allons lutter pour l'empêcher d'édicter des lois susceptibles de changer la face du pays. En dépit de nos réserves quant à la manière avec laquelle M. Mikati est arrivé, nous attendons toujours des réponses aux questions que nous lui avons posées. Mais ce qui est certain, c'est qu'un gouvernement monochrome équivaldrait à un suicide politique pour M. Mikati. Il en est de même pour le président de la République qui, par attachement à son centrisme, ne saurait avaliser un tel gouvernement. Notre ouverture sur le Premier ministre désigné avait justement pour but de ne pas le pousser à perdre sa position centriste. La partie adverse a pu, par la pression et la terreur, nous ramener une case en arrière. Cependant, nous sommes sans nul doute capables, et en peu de temps, de faire face à leur projet et de reprendre notre avance, car je suis convaincu que l'histoire ne revient pas en arrière. »

Presse

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité-08 février 2011)

Nicolas Nassif

La Syrie souhaite que ce gouvernement voie le jour au plus vite. En même temps, elle souhaiterait que toutes les facilités soient accordées à Najib Mikati pour qu'il conforte sa position en tant que Premier ministre mais aussi en tant que leader sunnite. Elle voudrait également qu'on tienne compte des revendications du général Michel Aoun concernant les sièges et les portefeuilles ministériels. Mikati assure que la Syrie n'intervient ni directement ni indirectement dans la formation du gouvernement. Il affirme par ailleurs que les Syriens ne lui demandent rien parce qu'ils connaissent déjà sa position au sujet de la préservation de la résistance, et des relations privilégiées entre le Liban et la Syrie.

Le Premier ministre désigné cherche à balayer tous les prétextes qui pourraient entraver la formation du gouvernement. Il insiste même sur la participation des forces du 14-Mars, tout en sachant d'avance qu'elles s'en abstiendront. Il n'en reste pas moins qu'il n'est pas pressé de former un Cabinet qui exclut l'un des acteurs-

clé sur la scène intérieure. Il considère que le temps qui passe joue en sa faveur : il a notamment permis d'apaiser la tension communautaire qui a accompagné la nomination de Mikati.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Abdel Karim abou Nasr (11 février 2011)

Le Premier ministre désigné Najib Mikati est mu par une double conviction : tout d'abord, il pourra, après la mise en place de son gouvernement, contribuer à la relance de l'entente saoudo-syrienne ; ensuite, il pourra compter sur une relation de confiance et d'amitié avec le président syrien Bachar el-Assad.

Les sources diplomatiques européennes à Paris qui rapportent cette analyse font remarquer que Mikati a fait des déclarations publiques qui prennent ouvertement le contrepied des positions du Hezbollah et de ses alliés. Elles rappellent notamment son discours sur le TSL et la nécessité d'un consensus libanais et d'une couverture arabe à ce propos. « C'est moi le chef du gouvernement et c'est moi qui décide », a-t-il même déclaré au New York Times.

Selon ces mêmes sources, M. Mikati souhaite ainsi rassurer Saad Hariri et les acteurs arabes et internationaux quant au fait qu'il n'a pas accédé à la présidence du Conseil des ministres pour défendre les intérêts du Hezbollah et de ses alliés, mais bien pour préserver les intérêts et les droits de l'ensemble des Libanais.

S'agissant de l'Arabie saoudite, des sources européennes, arabes et américaines concernées par le dossier libanais assurent que l'Arabie saoudite n'acceptera de relancer sa coopération avec la Syrie pour régler les problèmes en suspens au Liban que si le régime de Bachar el-Assad lâche du lest et cesse d'être attaché à une solution partielle ayant pour but de faire obstruction au TSL. Il faut donc que le régime syrien accepte de coopérer sérieusement et clairement avec la direction saoudienne pour aider toutes les parties libanaises à trouver une solution globale et équilibrée aux problèmes en suspens.

An Nahar (09 février 2011)

Sarkis Naoum

Le Hezbollah n'a pas réagi publiquement à la prise de position officielle de Najib Mikati au sujet du TSL. Il n'a pas commenté non plus ses tentatives assidues d'aplanir les obstacles à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Mais ceci ne veut pas dire pour autant que le Hezbollah a donné blanc-seing à Mikati pour former le gouvernement, établir son agenda et définir ses priorités, ou déterminer la manière de régler le dossier du TSL. Des sources informées rapportent même que la première réunion entre Mikati et les représentants du Hezbollah n'était pas du tout bonne ou réussie : le Hezbollah a voulu obtenir de la part de Mikati un engagement clair et net selon lequel le Conseil des ministres prendra les décisions qu'il faut concernant le financement du tribunal, les juges libanais et le lien entre le Liban et le TSL. Mais le Premier ministre désigné a répondu qu'il ne pouvait pas entreprendre de telles démarches et a réitéré sa position au sujet du tribunal. D'autres contacts ont suivi entre les deux parties, qui sont rentrées dans les détails du dossier. Le Hezbollah s'est dit disposé à faciliter la tâche à Mikati en lui laissant un peu de temps afin que son gouvernement prenne les décisions souhaitées au sujet du TSL, mais Mikati n'a pas voulu s'engager en faveur d'une date ou d'un délai quelconque. L'accélération de la mise en place du gouvernement est-elle due à une conviction chez le Hezbollah selon laquelle la poursuite des négociations et des manœuvres pourrait mener à une impasse aussi bien Najib Mikati que le camp qui l'a porté au pouvoir ? D'autant plus que certaines informations annoncent la publication imminente de l'acte d'accusation.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (09 février 2011)

Mission accomplie pour le président de la Chambre Nabih Berry à Doha. Non seulement il a réussi à faire adopter dans le communiqué final de la 17e réunion de l'Union des Parlements arabes une résolution sur la solidarité totale avec le peuple égyptien, mais il a aussi couronné sa visite à Qatar par une rencontre de plus de 40 minutes avec l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. Le communiqué final condamne les interventions étrangères dans les affaires arabes. Concernant le Liban, la résolution est très claire : appui à l'unité, à la coexistence et à un gouvernement de sauvetage qui favorise le dialogue, appui aussi au Liban dans sa volonté d'exploiter ses ressources naturelles en gaz et pétrole, et enfin appui au Liban dans sa résistance. Le président de la Chambre a évoqué son entretien avec l'émir du Qatar, révélant la volonté de cheikh Hamad ben Khalifa d'investir dans des projets économiques d'intérêt public au Liban. Selon Berry, l'émir du Qatar a souhaité la formation du gouvernement de sauvetage au plus vite. L'émir a estimé qu'il existe actuellement une chance réelle pour les Libanais d'assurer leur stabilité et de se pencher sur le développement de leur pays. Berry a aussi révélé avoir évoqué l'accord de Doha avec l'émir et lui avoir expliqué que c'est le camp du 14-Mars qui ne l'a pas respecté, puisque cet accord stipule qu'aucune partie ne bloquera le Conseil des ministres et ne démissionnera du gouvernement. Or, selon lui, c'est le blocage du 14-Mars et son refus de procéder à un vote au sujet des dossiers épineux qui ont poussé l'autre camp à la démission.

Al Hayat (Quotidien saoudien-10 février 2011)

Paris, Randa Takieddine

Selon des sources françaises de haut niveau, le frère aîné du Premier ministre désigné Najib Mikati,

Taha Mikati, et son fils Azmi, se sont rendus à Paris après la désignation de Mikati au poste de Premier ministre, et y ont rencontré des responsables français et états-uniens, dont Jeffrey Feltman. C'était pour les rassurer quant au fait que le Premier ministre désigné avait besoin de leur appui, et leur dire qu'il n'était pas lié par les conditions du Hezbollah et n'était pas venu les mettre en œuvre. La réponse des Français et des Etats-uniens fut la suivante : toute rupture du lien entre le Liban et le TSL amènera la France et les Etats-Unis à y réagir par une position intransigeante.

Au cas où le gouvernement de Mikati commencerait à retirer les magistrats libanais, à suspendre le financement du TSL et à arrêter toute coopération avec ce tribunal, sans que ces démarches ne figurent dans la déclaration ministérielle, les pays membres du Conseil de sécurité saisiront de nouveau le Conseil pour faire paraître une nouvelle résolution, parce que la résolution relative au TSL est inscrite sous le Chapitre VII, même si le Liban est membre du Conseil, ajoute-t-on de mêmes sources. Qui s'attendent à ce que l'acte d'accusation du TSL paraisse dans une dizaine de jours.

Al Hayat (Quotidien saoudien, 08 février 2011)

Daoud al-Charyan

Ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte pourrait-il se reproduire au Liban ? Non. Le Liban n'a rien à voir avec ce qui se passe dans la région. De nombreux pays arabes connaîtront des événements similaires, mais pas le Liban. Car il lui manque la base qui pousse le peuple à descendre dans la rue : l'existence de l'Etat. Cela fait des années que le peuple libanais descend dans la rue pour consacrer l'absence de l'Etat, qui se retrouve réduit à l'appartenance communautaire et sectaire. Les événements en Tunisie et en Egypte ont mis à nu l'ampleur de la crise à laquelle les Libanais sont confrontés. L'absence du concept d'Etat n'est pas l'apanage du Liban. Les pays arabes ont pour la plupart réduit l'Etat à la personne du dirigeant, au parti au pouvoir et à ses slogans, et en ont fait une propriété privée. Ce qui a poussé le peuple à descendre dans la rue en Tunisie et en Egypte pour protéger l'Etat et l'arracher à l'emprise de la falsification et de la propriété privée. Au Liban, c'est différent. La propriété est désormais celle des communautés religieuses. Et les soubresauts de la population de temps à autre n'ont pas pour but de défendre l'Etat, même si les slogans brandis portent à le croire. Au Liban, le citoyen a substitué à l'Etat l'appartenance communautaire et sectaire.

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité-11 février 2011)

Najib Mikati, qui a approuvé le « document des constantes » de Dar el-Fatwa, a clairement accepté de faire quelques concessions, s'agissant en particulier des circonstances de sa désignation au poste de Premier ministre, en contrepartie d'une vaste couverture sunnite qu'il a obtenue. Il se retrouve à présent face à un défi : dans quelle mesure sera-t-il capable de concilier son engagement vis-à-vis de ce document avec la formation d'un gouvernement dont la plupart des membres seront probablement de la nouvelle majorité ?

Des sources ayant participé à cette réunion élargie ont indiqué que le Premier ministre désigné a réussi à atténuer la première mouture, dont le ton était très sévère. Et s'il s'est montré flexible, c'est en effet pour décrisper l'atmosphère sur le plan sunnite ainsi que dans l'ensemble du pays. D'où la bénédiction que lui a donnée l'audience en fin de compte. Selon des sources parlementaires du bloc du Courant du futur, le document final assure une « certaine couverture à Mikati dans la mesure où cette rencontre ne l'a pas ostracisé, et lui a en réalité donné une chance en quelque sorte ».

Al Watan (Quotidien syrien, 10 février 2011)

« Il faut mettre en garde contre un retour de Washington à la politique qui avait prévalu entre 2005 et 2009, une période noire marquée par des attentats contre des personnalités du 14-Mars. L'expression fin de l'impunité a été inventée par les néoconservateurs américains durant cette période, et il existe un agenda politique pour anéantir la Résistance par le biais du Conseil de sécurité et des dérives des travaux du Tribunal spécial pour le Liban. Un haut responsable estime que ces ingérences suspectes dans les négociations qui précèdent la formation du nouveau cabinet constituent une atteinte flagrante à la souveraineté libanaise et visent à avoir des retombées négatives sur les efforts déployés pour sa formation. »

La tendance dans le monde arabe

Contagion révolutionnaire et particularisme syrien

Dans le sillage de la révolution égyptienne et des discussions sur la contagion, les analystes et les chercheurs ont avancé une série de pays qui pourraient connaître des explosions populaires qui conduiraient à des changements politiques dans la nature des régimes. Après la chute du régime de Moubarak, le Yémen, la Jordanie et Bahreïn ont été le théâtre d'importantes manifestations et d'appels à la révolte, sur les modèles tunisien et égyptien. En revanche, une tentative, initiée par des groupes de Syriens installés pour la plupart à l'étranger et agissant sur Facebook à partir du Liban, d'Israël, des Etats-Unis, d'Australie et du Nord de l'Irak, a échoué à mobiliser le peuple syrien. Il s'agit de groupes infiltrés par des services de renseignement et qui ont collaboré, ces dernières années, avec le 14-Mars, plus particulièrement avec les Forces libanaises et le Courant du Futur.

Ceux qui misent sur la reproduction des scénarios tunisien et égyptien en Syrie risquent d'attendre longtemps pour les raisons suivantes :

1. La nature des révolutions tunisienne et égyptienne montre une prise de conscience nationale motivée par le refus de la tyrannie et de la répression pratiquée par des régimes-collaborateurs au service de l'hégémonie impérialistes dans la région. Les circonstances objectives issues des défaites successives de l'alliance américano-israélienne ont contribué à créer le climat révolutionnaire propice à l'éclatement de ces intifada. La contagion menace les pays où tous ces facteurs sont réunis et il s'agit, plus précisément, des Etats que l'ancienne secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a appelés « modérés » et que les Etats-Unis ont trainé derrière eux depuis l'invasion de l'Irak et des guerres de 2006 au Liban et de 2008-2009 à Gaza.

2. Le fait que les appels à la révolte en Syrie n'aient pas trouvé d'échos favorables est tout à fait normal. Le peuple syrien, connu pour son sentiment national et pour son patriotisme aigu, vit un moment révolutionnaire depuis que le pays est la cible des Etats-Unis après l'invasion de l'Irak. Le président Bachar al-Assad a brillamment réussi à conduire une confrontation difficile au terme de laquelle il a brisé l'élan israélo-américain et fait échec aux plans des néoconservateurs, en prenant résolument le choix de la résistance. Le peuple syrien, toutes catégories confondues, s'est rangé derrière lui dans cette confrontation.

Le rassemblement du peuple syrien autour de son président, qui a transformé son pays en Etat-pivot au Moyen-Orient soutenant les mouvements de résistance, ne signifie pas que ce même peuple n'aspire pas à des changements et à des réformes. En commentant la révolution égyptienne, le président Assad a d'ailleurs promis de réaliser les aspirations de son peuple, soulignant que le changement intervient là où le pouvoir reflète réellement l'identité du peuple et sa volonté nationale.

3. Ces vingt dernières années, la Syrie a refusé les formules états-uniennes et occidentales comportant des listes de privatisations et de liquidations du secteur privé et la suppression des prestations sociales. Dans ce contexte, la situation socio-économique en Syrie est complètement différente des pays où les classes moyennes et pauvres ont été pratiquement anéanties. En Syrie, la classe moyenne occupe une place centrale dans la société et les classes les plus démunies reçoivent un soutien multiforme de la part de l'Etat. Malgré l'inflation et la hausse des prix dont se plaignent beaucoup de Syriens, l'éducation et la santé restent gratuits et les secteurs publics productifs fonctionnent bien que des réformes soient nécessaires pour les moderniser.

4. Bachar al-Assad est un dirigeant jeune, jouissant de grandes capacités intellectuelles et stratégiques. Il constitue un symbole de la dignité et de la résistance dans le monde arabe. Il est appelé à devenir un des principaux hommes d'Etat arabes dans la période à venir, avec le changement du climat national grâce à la victoire des révolutions tunisienne et égyptienne.

5. La majorité des Syriens connaît parfaitement ces groupes qui ont tenté de les mobiliser et de reproduire les modèles tunisien et égyptien. Les dissidents syriens installés à l'étranger et qui agissent sous l'étiquette de l'opposition sont des individus corrompus, manipulés et achetés par des services de renseignements américains, occidentaux et israéliens. Ils n'ont aucune légitimité ou crédibilité populaire. Leur message ne passe pas auprès d'un peuple qui a choisi, ces sept dernières années, de s'unir autour de son président pour éviter à la Syrie le même sort que l'Irak.

Evénement

Egypte

Alors que des milliers de personnes sont toujours rassemblées place el-Tahrir dans le centre du Caire, le Conseil suprême des forces armées, au pouvoir en Egypte, a annoncé dimanche la suspension de la Constitution et la dissolution du Parlement. Les militaires, auxquels Hosni Moubarak a confié les rênes du pays en démissionnant vendredi, précisent qu'ils resteront au pouvoir pour une durée de six mois ou jusqu'aux prochaines élections législatives. Dans un communiqué lu à la télévision publique, ils annoncent également la formation d'une commission chargée d'amender la Constitution et dont les conclusions seront soumises à référendum. Entretemps, des milliers de personnes étaient revenues sur la place Tahrir où l'armée a tenté de disperser des manifestants qui se sont engagés à occuper le rond-point, épice de la révolution, jusqu'à ce que l'armée tienne ses promesses. « L'armée et le peuple sont unis », « Révolution, révolution jusqu'à la victoire », ont-ils scandés. Un peu plus tôt, le chef de la police militaire avait appelé les manifestants à démonter leurs tentes et à quitter la place pour permettre à la vie de reprendre son cours normal. Alors que la police militaire encerclait les manifestants dans le centre du rond-point pour ne pas perturber la circulation, des manifestants guidaient les voitures à un autre bout de la place. Le porte-parole du gouvernement avait indiqué que ce dernier resterait en place jusqu'à la fin de la période de transition, date à laquelle, un nouveau gouvernement sera nommé sur la base de principes démocratiques ». Des portefeuilles ministériels pourraient néanmoins changer de mains dans

les prochains mois. La tâche principale de ce gouvernement sera de rétablir la sécurité et l'ordre, d'entamer le processus économique et de s'occuper des affaires courantes.

Yémen

La police est de nouveau intervenue dimanche à coups de matraque pour empêcher plusieurs milliers de manifestants d'accéder, pour la troisième journée consécutive, à la principale place dans le centre de la capitale yéménite, Sanaa. Les forces de sécurité, samedi, avaient déjà repoussé des manifestants qui célébraient la démission la veille du président égyptien Hosni Mubarak et réclamaient le départ du président yéménite Ali Abdallah Saleh. Dimanche, plusieurs manifestants ont été blessés et une vingtaine ont été interpellés par la police. Saleh, qui est au pouvoir depuis 30 ans, a cherché à calmer le jeu en s'engageant à ne pas se représenter à l'issue de son mandat qui s'achève en 2013. Le gouvernement central du Yémen n'a guère de contrôle sur le pays en dehors de la capitale. Le pays, en proie à divers conflits, est devenu le refuge des militants d'Al-Qaïda, dont la branche locale, Al-Qaïda dans la péninsule arabique, est une des plus actives. Des policiers en civil, armés de bâtons et de couteaux, ont participé à la répression des manifestants aux côtés des policiers en uniforme. Dans le même temps, des barbelés ont été déroulés tout autour de la place el-Tahrir de Sanaa, où des manifestants pro-gouvernementaux ont été installés par les forces de l'ordre, pour éviter que les manifestants de l'opposition n'occupent cette place, à l'image des Egyptiens sur la place cairote du même nom. Les pro-gouvernementaux y ont passé la nuit. Dimanche, les manifestants réclamant la chute du régime, dont une grande majorité d'étudiants, ont donc choisi de se rabattre sur la place Hada.

Source New Orient News (Liban)

[Les articles de cet auteur](#)

<http://www.voltairenet.org/article168510.html>

2 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Poursuites politiques à l'encontre du Réseau Voltaire

Le 3 novembre 2010, soit dix jours avant de quitter le ministère français de la Justice, Michèle Alliot-Marie a fait délivrer à son homologue libanais une commission rogatoire internationale concernant Thierry Meyssan, en sa qualité de responsable de publication du Réseau Voltaire.

La commission a été reçue par le ministre libanais, Ibrahim Najjar, représentant des Forces libanaises de Samir Geagea (condamné pour l'assassinat d'un Premier ministre, puis relâché sous la pression US) dans le gouvernement de Saad Hariri, soutenu par Paris. Elle était accompagnée d'une note de la Chancellerie soulignant la gravité des publications de Voltaire.net qui porteraient atteinte aux bonnes relations franco-libanaises.

Cette commission rogatoire fait suite à une instruction conduite par la vice-présidente du Tribunal de Grande Instance de Paris pour des articles publiés en 2007 et 2008, dénonçant la propagande sioniste, notamment les imputations d'un média français selon lesquelles le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, serait un agent communiste formé en Corée du Nord ; imputations reprises au Congrès des Etats-Unis pour consolider la théorie d'un Axe du Mal et reconduire des sanctions unilatérales contre le Liban.

En définitive, l'audition s'est tenue à Beyrouth le 26 janvier 2011, lendemain du changement de majorité parlementaire et de la désignation du nouveau Premier ministre. Dans ce contexte politique, les articles incriminés et la note de la Chancellerie française ont pris une toute autre saveur. La Nouvelle majorité est formée par 68 députés représentant plus de 70 % des électeurs.

Il a été constaté que toute poursuite était prescrite depuis longtemps, à la fois en droit libanais et en droit français, de sorte que cette commission rogatoire était nulle et non avenue. Une copie carbonée des divers documents a été placée sous scellés au coffre du Tribunal libanais de sorte que si l'autre original arrivait « endommagé » à Paris, elle puisse lui être opposée.

Aucun juge libanais n'avait exécuté de commission rogatoire internationale française depuis plusieurs années.

Thierry Meyssan réside au Liban.

Voltaire.net.org est un site internet multilingue qui était hébergé en Russie, en 2007-08. Ses lecteurs sont majoritairement non-Français.

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-commission-rogatoire-internationale-66087455.html>

<http://www.convergencedeslutttes.fr/index.php?post/2011/01/30/COMMISSION-ROGATOIRE-I>

2-2 Jacques Vergès réclame le libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Extrait de l'interview de Jacques Vergès (*Afrique Asie* - février 2011)

Propos recueillis par Gilles Munier et Majed Nehmé

Georges Ibrahim Abdallah, membre de la *Fraction Armée Révolutionnaire libanaise (FARL)*, est détenu depuis 1984, suite à l'exécution à Paris, en 1982, de Charles Ray, attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis, et de Yakov Barsimantov, secrétaire à l'ambassade d'Israël et responsable du Mossad en France. Ces attentats étaient une réponse des combattants libanais et arabes à l'invasion du Liban par Israël en 1982 (25 000 Libanais tués, et 45 000 blessés). Condamné à perpétuité avec une peine de sûreté de 15 ans, il aurait dû être libéré en novembre 2003. Sept ans se sont écoulés et il n'en est toujours pas question. Quelles sont les véritables raisons empêchant sa libération ?

Jacques Vergès : « *Les véritables raisons sont que la France s'aplatit devant les Américains qui s'y opposent fermement. Le gouvernement français est sourd à nos arguments juridiques. C'est l'opinion libanaise au premier chef qui peut arracher – je dis bien arracher – sa libération. Il semble qu'elle bouge. On dit qu'il y a eu une tentative d'enlèvement au Liban et que ce serait lié à son cas. Après tout, la pratique d'échange d'otages existe, et Georges Ibrahim Abdallah en est devenu un. En mars 1985, les FARL avaient enlevé Gilles Peyrolles, conseiller culturel français à Tripoli. Suite à des négociations, menées par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Algérie à Beyrouth, sa libération avait été prévue contre celle de Georges Ibrahim Abdallah. Les FARL ont libéré Peyrolles, mais la France n'a pas tenu parole. Yves Bonnet, directeur de la DST à cette époque, le reconnaît* ». Les Etats-Unis avaient opposé leur veto, exercé des pressions comme l'avait fait William Casey, directeur de la CIA, sur Robert Pandraud, ministre de la sécurité, pour le faire condamner.

En 2007, Maître Vergès avait conclu sa plaidoirie réclamant la libération de son client, en demandant à la justice française « *de signifier à nos condescendants amis américains que la France n'est pas une fille soumise, en un mot une putain* ».

Extrait de l'interview de Jacques Vergès (*Afrique Asie* - février 2011)

Propos recueillis par Gilles Munier et Majed Nehmé.

Dossier : [Jacques Vergès, l'anticolonialiste \(20 pages\)](#)

Dans les kiosques ou sur : <http://www.afrique-asie.fr>

<http://www.france-irak-actualite.com/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19